

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales  
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 588

26 février 2016

### SOMMAIRE

B&M European Value Retail S.A. ....	28185	Paulanne S.A. ....	28220
Bopan S.A. ....	28207	Pension Beim Rosa G.m.b.H. ....	28218
Bopan S.à r.l. ....	28207	Perfect Color World S.A. ....	28220
Bridge S.C.A. SICAV-SIF ....	28188	Platinum Asian Growth Investments S.à r.l. .....	28178
Cofimi S.A. ....	28201	Polaris Finance Co S.à r.l. ....	28178
Complus Holding S.A. SPF ....	28222	Queequeg's Gems S.A. ....	28218
Industrial Design Architecture S.à r.l. ....	28201	RD-Immo S.à r.l. ....	28218
Invista Real Estate Opportunity Fund Wool- wich S.à r.l. ....	28185	Rosetabor S.à r.l. & Partners, S.C.S. ....	28218
MIG Immo S.à r.l. ....	28182	Sandy Island SA ....	28182
MITA S.à r.l. ....	28201	S.C. First Ventures S.A. ....	28181
Net Fashion ....	28220	Sermelux aluminium S.A. ....	28181
Nethuns S.à r.l. ....	28179	ShopWings Global S.à r.l. ....	28181
Nishida Taishi AG ....	28178	Sky (Logistics) Pledgeco S.à r.l. ....	28220
Oaktree Management S.A. SPF ....	28180	Société de Gestion Immobilière de l'Est S.A. .....	28181
Omah S.A. ....	28202	Sof-10 Cod Holdings Lux S.à r.l. ....	28219
Optic Product and Services ....	28180	SOF-10 Think Mazey Lux S.à r.l. ....	28218
Orange Senior Loans I S.à r.l. ....	28179	Stonecreek Technologies Inc. ....	28182
OTMT Acquisition II S.à r.l. ....	28180	Todohar 90 S.à r.l. ....	28221
Ourania Holding S.A. ....	28179	Valspar (Luxembourg) Finance Corporation, S.à r.l. ....	28219
PACBO EUROPE Administration et Conseil .....	28180	Verko Productions S.A. ....	28219
Parker Hannifin Europe S.à r.l. ....	28219		
Patron GP III Holdings S.à r.l. ....	28219		

**Platinum Asian Growth Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 50.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.510.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 18 décembre 2015*

En date du 18 décembre 2015, l'associé unique a pris connaissance de la démission de Joost Tulkens, gérant B, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2015.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer Laetitia Borucki, née le 15 mars 1976 à Creutzwald en France, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant B et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015205840/18.

(150231716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Polaris Finance Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 10.963.529,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 175.191.

—  
Monsieur Michael MALONE a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 15 décembre 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Bennett MORGAN, gérant de catégorie A
- Madame Matt HOMAN, gérant de catégorie A
- Monsieur Laurent KUHLMANN, gérant de catégorie A
- Monsieur Marcel STEPHANY, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Polaris Finance Co S.à r.l

Signature

Référence de publication: 2015205841/19.

(150231815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Nishida Taishi AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz.

R.C.S. Luxembourg B 68.373.

—  
*Extrait du conseil d'administration du 29 juillet 2015*

Il résulte du Conseil d'Administration tenu en date du 29 juillet 2015:

L'Assemblée décide de transférer le siège social du 84, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 44, rue de Wiltz L-2734 Luxembourg à dater du 1<sup>er</sup> août 2015.

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015205800/12.

(150231680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Nethuns S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.831.

—  
EXTRAIT

En date du 16 décembre 2015:

- l'associé de la Société Gruppo Lactalis Italia S.P.A. a transféré 400 parts sociales de classe B qu'il détenait dans la Société à Société Générale Bank & Trust; et

- l'associé Ekabe S.A. a transféré 110 parts sociales de classe B qu'il détenait dans la Société à Société Générale Bank & Trust.

Suite à ces transferts, l'associé unique de la Société est Société Générale Bank & Trust, et détient 490 parts sociales de classe A et 510 parts sociales de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205796/18.

(150230702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

**Orange Senior Loans 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.017.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de Orange Senior Loans 1 S. à r.l. sous la forme d'une S. à r.l. - Société à responsabilité limitée a été clôturée le 18 décembre 2015 en vertu d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Les livres et documents sociaux de la Société ont été déposés et seront conservés pendant cinq ans à l'adresse du centre opérationnel de 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

*Pour la Société*

KPMG Luxembourg, Société coopérative

Zia Hossen

*Le liquidateur / Partner*

Référence de publication: 2015205815/17.

(150231844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

**Ourania Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 155.871.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société du 17 décembre 2015 que la société OCS, Optimum Corporate Services S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194.774, ayant son siège social 6, Rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, a été nommée, avec effet au 11 décembre 2015, en tant qu'Agent Dépositaire de la Société, en respect de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205831/17.

(150231860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

**Oaktree Management S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.  
R.C.S. Luxembourg B 182.096.

*Extrait du Procès-verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 23 novembre 2015 à Luxembourg*

*Décisions*

1. Le conseil d'administration co-opte Madame Sofia Anzar, demeurant au 18 rue Jean-Jacques Waltz à F-67000 Strasbourg, en tant que membre du Conseil d'administration de la société jusqu'à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'année 2015.

2. Madame Stéphanie Weisse présente sa démission en tant qu'administrateur unique de la société avec effet à l'issue de la présente réunion.

Référence de publication: 2015205825/14.

(150230869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Optic Product and Services, Société Anonyme.**

Siège social: L-4830 Rodange, 3, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 147.879.

*Extrait de la résolution prise par l'associé unique en date du 17 décembre 2015 à Rodange*

L'associé unique de la société OPTIC PRODUCT AND SERVICES a pris les résolutions suivantes:

1. Renouvellement du mandat de l'Administrateur unique de Monsieur Sébastien Deboulle, demeurant à B-6791 Guerlange, Rue Muhlenberg, 76, avec effet rétroactif au 18 août 2015, et ce pour une durée de six ans.

2. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de la société THE CLOVER S.A., ayant son siège social à 6, rue d'Arlon, L-8399 Windhof, avec effet rétroactif au 7 novembre 2015, et ce pour une durée de 6 ans.

Pour extrait conforme

*Pour OPTIC PRODUCT AND SERVICES*

Référence de publication: 2015205828/15.

(150231819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**OTMT Acquisition II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 164.879.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015205830/10.

(150231695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**PACBO EUROPE Administration et Conseil, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 174.324.

*Dépôt complémentaire de la décision du gérant unique en date du 24 novembre 2015 déposée en date du 18/12/2015 n° L150229548*

*Décision du gérant unique du 24 novembre 2015*

Le Gérant Unique informe que son adresse personnelle ainsi que l'adresse de l'associé à partir du 16 décembre 2015 est:  
2, rue Joseph Sax

L-2515 Luxembourg

P. CROCHET

*Gérant Unique*

Référence de publication: 2015205846/15.

(150231070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**S.C. First Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.  
R.C.S. Luxembourg B 135.628.

—  
EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'Administration du 08 décembre 2015 que Monsieur Arnaud Yamalian, réviseur d'entreprises et expert-comptable, né à Epinay-sur-Seine (France) le 2 juin 1968, demeurant professionnellement au 44, rue de Wiltz, L-2734 Luxembourg a été nommé réviseur d'entreprises agréé.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205925/14.

(150231126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Sermelux aluminium S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 73.525.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2015*

L'assemblée décide de révoquer, avec effet immédiat, le mandat d'administrateur et d'administrateur-délégué de Monsieur Frank NIMAX.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205931/12.

(150231618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**ShopWings Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 22.572,00.**

Siège social: L-1736 Luxembourg, 5, Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 188.604.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 16 décembre 2015, que Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a transféré l'unique part sociale qu'il détenait dans la Société à:

- Rocket Internet SE

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Rocket Internet SE .....	12.500 parts sociales
Netris B.V. ....	695 parts de Série A1
Monsieur David W. ZALAZNICK .....	348 parts de Série A2
TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd .....	348 parts de Série A2
TEC Global Invest XI GmbH .....	6.945 parts de série A3
HV Holtzbrinck Ventures Fund VI SCS .....	1.736 parts de Série A4

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

ShopWings Global S.à r.l.

Référence de publication: 2015205932/21.

(150231328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Société de Gestion Immobilière de l'Est S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz.  
R.C.S. Luxembourg B 96.389.

—  
*Extrait du conseil d'administration du 29 juillet 2015*

Il résulte du Conseil d'Administration tenu en date du 29 juillet 2015:

L'Assemblée décide de transférer le siège social du 84, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 44, rue de Wiltz L-2734 Luxembourg à dater du 1<sup>er</sup> août 2015.

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015205939/12.

(150231681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Stonecreek Technologies Inc., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.576.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 17 décembre 2015 que:

- La démission de Mme Christine Antony, administrateur de catégorie A de la Société, a été acceptée avec effet au 13 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205946/14.

(150231637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Sandy Island SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 129.453.

*Extrait de la réunion du Conseil d'Administration*

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 29 octobre 2015:

Le Conseil d'Administration a décidé de changer le dépositaire actuel des titres au porteur de la société, à savoir la société ROOSEVELT SERVICES S.A. et de nommer en son remplacement, pour une durée indéterminée, Maître Isabelle GI-RAULT, demeurant professionnellement au 2, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015205952/13.

(150231219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**MIG Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9749 Fischbach, 11, Giaellewee.

R.C.S. Luxembourg B 202.289.

## STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den zehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

## IST ERSCHIENEN:

Holzmanufaktur Weiland S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-9749 Fischbach, 11, Giaellewee, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 96.841, (NIN 1997 24 11 275), hier rechtskräftig vertreten durch seine beiden Geschäftsführer

- Herr Frank BERMES, Geschäftsführer und Schreinermeister, geboren am 15. August 1974 in Neuerburg (Deutschland), wohnhaft in L-1531 Luxembourg, 15A, rue de la Fonderie, als technischer Geschäftsführer, und

- Herr Andreas WEILAND, Geschäftsführer und Bauingenieur, geboren am 30. Januar 1981 in Bergisch Gladbach (Deutschland), wohnhaft in D- 54687 Arzfeld, 22, Im Hammesgarten, als administrativer Geschäftsführer

bestätigt respektive genannt auf unbestimmte Dauer in der außerordentlichen Gesellschafterversammlung vom 23. Januar 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 605 vom 5. März 2015.

Welcher Komparent den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche er hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

**Art. 1.** Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung "MIG IMMO S.à r.l." („die Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen, sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften geregelt wird.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist der Ankauf und Verkauf, die Vermietung von Immobilien und jeglichen Immobilienrechten, das Mieten oder Vermieten von Mobiliar- und Immobiliargütern, der Pachtbetrieb, das Handeln als Bauträger, respektive die Verwaltung von Immobilien und Mobiliar- und Immobiliareigentum, für ihre eigene Rechnung.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

**Art. 3.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde CLERVAUX (Großherzogtum Luxemburg).

Der Sitz kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der/des Gesellschafter(s) an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der gleichen Gemeinde durch einen Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzig tausend Euro (50.000,- EUR), aufgeteilt in fünfzig tausend (50.000) Anteile zu je einem Euro (1,- EUR).

Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

**Art. 6.** Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

**Art. 7.** Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschaftern an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäß Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

**Art. 8.** Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschaftern.

Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Massnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

**Art. 10.** Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

**Art. 11.** Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen. Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

**Art. 12.** Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte der Anteile vertreten, akzeptiert werden.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

**Art. 13.** Jedes Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 14.** Jedes Jahr am letzten Tag des Monats Dezember wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

**Art. 15.** Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Einsicht zur Verfügung.

**Art. 16.** Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

**Art. 17.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

**Art. 18.** Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

#### *Zeichnung und Einzahlung der Anteile*

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, wurden sämtliche Anteile durch den alleinigen Gesellschafter Holzmanufaktur Weiland S.à r.l. vorgenommen, gezeichnet.

Alle Anteile wurden voll eingezahlt durch eine Sacheinlage bestehend aus einem Werkstattgebäude mit Bürotrakt und bebautem Grundstück, gelegen in L-9749 Fischbach, 11, Giaellewee, eingetragen beim Katasteramt unter Gemeinde Clervaux, Sektion HD von Fischbach, unter der Nummer 367/2367, Ort Genannt „Giällewee“, (besetzter) Platz, („place (occupée)“) Industrie- Landwirtschaftsgebäude („bâtiment industriel ou artisanal“) mit einer Grösse von 52 Ar 25 Zentiar.

#### *Eigentumsnachweis*

Die vorbezeichnete Immobilie wurde von der Gesellschaft (ursprünglich unter dem Namen „Schreinerei POSCH, GmbH“, erworben, auf Grund einer Kaufurkunde aufgenommen durch Notar Martine WEINANDY, mit dem Amtswohnsitz zu Clervaux, am 19. Juli 2006, überschrieben im Hypothekenamte zu Diekirch, am 13. September 2006, Band 1210, Nummer 122.

#### *Schätzung*

Die Sacheinlage wird auf drei Millionen dreihundert fünfzig tausend Euro (3.350.000,- EUR) bewertet, wie dies aus einem Gutachten erstellt von Architekt und Dipl.-Ing. Hans-Joachim HECK, festgestellt wurde, wovon fünfzig tausend Euro (50.000,- EUR) in Gesellschaftskapital einfließen werden, und die restlichen drei Millionen dreihundert tausend Euro (3.300.000,- EUR) dem Gesellschafterkonto des Gründers zugeteilt werden.

#### *Erklärung des Gründers:*

Die Erschienene Holzmanufaktur Weiland S.à r.l., handelnd wie eingangs erwähnt, erklärt, soweit dies erforderlich ist, dass die Immobilie welche Gegenstand der Sacheinlage ist:

- Dem Gründer gehört, und letzter frei darüber verfügen kann,
- die Immobilie, frei von Hypotheken, Optionen, Pfandrechte, Belastungen oder sonstigen Rechte Dritten gegenüber ist,
- die Bestimmungen von Artikel 15 des Mietgesetzes betreffend das Vorkaufsrecht des Mieters, keine Anwendung finden,
- soweit erforderlich, alle Handlungen und alle Formalitäten abgeschlossen sind, und alle Genehmigungen und Zulassungen erhalten wurden, um die Sacheinlage zu ermöglichen und
- alle Formalitäten im Anschluss an die nach geltendem Recht erforderlichen für die Durchführung der Sacheinlage getätigt werden, so daß die Sacheinlage wirksam und gültig, überall und gegenüber Dritten wird.

#### *Beschlussfassung Durch den Alleinigen Gesellschafter*

Anschließend hat der eingangs erwähnte Komparent, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, in seiner Eigenschaft als Alleingesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-9749 Fischbach, 11, Giaellewee.
- 2) Zum Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer wird ernannt:
  - Herr Frank BERMES, Geschäftsführer und Schreinermeister, geboren am 15. August 1974 in Neuerburg (Deutschland), wohnhaft in L-1531 Luxemburg, 15A, rue de la Fonderie,
- 3) Der alleinige Geschäftsführer hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaft rechtmäßig und ohne Einschränkungen durch seine alleinige Unterschrift zu verpflichten.

#### *Anmerkung*

Der Notar hat den Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handlungsmächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was der Komparent ausdrücklich anerkennt.

#### *Gründungskosten*

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr 42.800,- EUR.



WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Frank BERMES, Andreas WEILAND, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation GAC/2015/10995. Reçu vingt mille cent euros 3.350.000,00 € à 0.50 % = 16.750,00 € +2/10 = 3.350,00 €/20.100,00 €

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015203864/137.

(150228908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**B&M European Value Retail S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 187.275.

—  
EXTRAIT

La Société prend acte que suite à la fusion de Grant Thornton Lux Audit S.A., Société Anonyme, Commissaire de la Société, avec Grant Thornton Lux Audit, Société Anonyme, la personne chargée du contrôle des comptes de la Société est la suivante: Grant Thornton Lux Audit, ayant son siège social au 89A Pafbruch, L-8308 Capellen, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B183652 agissant en qualité de Réviseur d'entreprises agréée.

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 30 juillet 2015 que les personnes suivantes ont renommées administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels de la Société au 31 mars 2016:

- Monsieur Terence (Terry) Patrick Leahy, administrateur non exécutif et Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Sundeep (Simon) Arora, administrateur exécutif;
- Monsieur Paul Andrew McDonald, administrateur exécutif;
- Monsieur David Andrew Novak, administrateur non exécutif;
- Monsieur Thomas Martin Hübner, administrateur non exécutif;
- Monsieur Henricus (Harry) Brouwer, administrateur non exécutif;
- Madame Kathleen Rose Guion, administrateur non exécutif;
- Monsieur Ronald (Ron) Thomas McMillan, administrateur non exécutif;

Il résulte des mêmes résolutions que le mandat de Grant Thornton Lux Audit., a été renouvelé en qualité de réviseur d'entreprises agréée et ce jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015203333/28.

(150229054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**Invista Real Estate Opportunity Fund Woolwich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 137.686.

—  
CLOTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth of December.

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED

Invista Real Estate Opportunity Fund Holding S.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 136326, the "sole shareholder".

The appearing party is hereby represented by Peggy Simon, employee, professionally residing at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as said before, declared and requested the notary to act:

That the private limited liability company Invista Real Estate Opportunity Fund Woolwich S.à r.l., having its registered office at L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 137.686 has been incorporated by deed of the undersigned notary on the 7<sup>th</sup> of April 2008, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 1105 of May 6, 2008, and which articles of association have been amended as follows:

- by deed of the undersigned notary on the 15<sup>th</sup> of April 2008, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 1532 of June 20, 2008,

- by deed of the undersigned notary on the 23<sup>rd</sup> of July 2015, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2513 of September 16, 2015;

- by deed of the undersigned notary on the 13<sup>th</sup> of August 2015, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2772 of October 8, 2015;

- by deed of the undersigned notary on the 10<sup>th</sup> of September 2015, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 3035 of November 5, 2015.

The company has been put into liquidation by deed of the undersigned notary on the 20<sup>th</sup> of November 2015, not yet published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

The extraordinary general meeting, being held under private seal on December 7, 2015, after having taken notice of the report of the liquidator, has named as auditor-controller the company EXAUDIT S.A., having its registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 124982.

A copy of the said report of the liquidator established on December 7, 2015, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as said before, has taken the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder, having taken notice of the report established by the auditor-controller, approves the report of the liquidator and the liquidation accounts.

The said report, after signature "ne varietur" by the proxyholder and the recording notary, will be attached to the present deed to be registered with it.

*Second resolution*

The sole shareholder give full discharge to the managers for the execution of their mandates.

*Third resolution*

The sole shareholder give full discharge to the liquidator and to the auditor-controller for the execution of their mandates.

*Fourth resolution*

The closing of the liquidation is pronounced.

*Fifth resolution*

The assets of the company, after deduction of all liquidation fees and expenses, will be attributed to the sole shareholder.

*Sixth resolution*

It is decided that the accounts and other documents of the company will remain deposited for a period of five years at least at the former registered office of the company, and that all the sums and assets eventually belonging to the shareholders and the creditors who haven't been present at the end of the liquidation will be deposited at the same former registered office for the benefit of all it may concern.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, represented as said before, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party, represented as said before, and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with us, the notary, the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

#### A COMPARU

Invista Real Estate Opportunity Fund Holding S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 136.326, l'associé unique.

La partie comparante est ici représentée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée Invista Real Estate Opportunity Fund Woolwich S.à r.l. avec siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 137.686, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 7 avril 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1105 du 6 mai 2008, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 avril 2008, publié au Memorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1532 du 20 juin 2008,

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 juillet 2015, publié au Memorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2513 du 16 septembre 2015;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 août 2015, publié au Memorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2772 du 8 octobre 2015;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 août 2015, publié au Memorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 3035 du 5 novembre 2015.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 novembre 2015, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privé le 7 décembre 2015, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur, la société anonyme EXAUDIT S.A., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 124.982 comme commissaire-vérificateur, avec la mission de faire rapport sur la gestion du liquidateur.

Une copie dudit rapport du liquidateur établi en date du 7 décembre 2015, après avoir été signé «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport émis par le commissaire-vérificateur à la liquidation, approuve le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

Le rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation, après avoir été signé "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent procès-verbal pour être enregistré avec lui.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique donne décharge pleine et entière aux gérants en ce qui concerne l'exécution de leur mandat.

#### *Troisième résolution*

L'associé unique donne décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire-vérificateur à la liquidation, en ce qui concerne l'exécution de leur mandat.

#### *Quatrième résolution*

La clôture de la liquidation de la société est prononcée.

#### *Cinquième résolution*

Le solde des avoirs de la société, après déduction de tous frais et dépens, sera attribué à l'associé unique.

#### *Sixième résolution*

Il est décidé en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la société, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associées qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11043. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203693/134.

(150229120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**Bridge S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 202.312.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourth of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Bridge Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, having its registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg,

here represented by Mr. Edouard d'Anterroches, maître en droit, professionally residing in Luxembourg by virtue of a proxy given, and

2. Edmond de Rothschild Asset Management (France) is a société anonyme incorporated and existing under the laws of France registered with the Registre du commerce et des sociétés de Paris under the number 332.652.536 having its registered office at 47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75401 Paris Cedex 08,

here represented by Mr. Edouard D'Anterroches, maître en droit, professionally residing in Luxembourg by virtue of a proxy given.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they wish to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name and form.** There exists a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as a specialised investment fund in the form of an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé) under the name Bridge S.C.A. SICAV-SIF (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law"), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "1915 Law"), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.** The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2007 Law.

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

#### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the General Partner (as defined below). It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

4.4 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

### **B. Share capital - Shares - Net asset value**

#### **Art. 5. Share capital.**

5.1 The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at all times be equal to the net asset value of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 11 hereof). The share capital of the Company shall thus vary ipso iure, without any amendment to these articles of association and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the 2007 Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law.

5.3 The Company is incorporated with an initial share capital of thirty one thousand euros (EUR 31,000.-) represented by thirty (30) fully paid-up ordinary shares of no nominal value with an initial par value of one thousand euros (EUR 1,000.-) (the "Ordinary Shares" and the holders thereof the "Limited Shareholder(s)") and one (1) unlimited share of no nominal value with an initial par value of one thousand euros (EUR 1,000.-) (the "Unlimited Share" and the holder thereof the "General Partner"). The Unlimited Share is held by the General Partner (actionnaire commandité). The Ordinary Shares and the Unlimited Share are hereafter together referred to as the "shares".

5.4 For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be euros (EUR).

**Art. 6. Shares.** The shares of the Company are in registered form.

#### **Art. 7. Continuation of the Company - replacement of the General Partner.**

7.1 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company. In the event of legal incapacity, dissolution, revocation, resignation, hindrance, bankruptcy or any similar situation of the sole General Partner, the Company shall continue to exist.

7.2 If any such event occurs with respect to the sole General Partner and if no replacement has been provided for previously, the any shareholder/shareholders representing a minimum of 10% of the share capital shall as soon as possible convene a general meeting of shareholders. The general meeting shall (without the approval of such General Partner but with the consent of such replacement general partner) appoint a general partner in replacement.

7.3 A General Partner may be removed as general partner at any time with or without cause by a decision of the general meeting of shareholders adopted in the manner set out in article 29 of these articles of association. The sole General Partner may only be removed if a replacement general partner is appointed at the same time.

7.4 As a consequence of such replacement, the Unlimited Share(s) held by such leaving General Partner is/are automatically transferred to the newly appointed General Partner at the time of its appointment for a price equal to the subscription price thereof. Any Manager, acting individually, is authorised to record such transfer in the share register of the Company.

#### **Art. 8. Register of shares - Transfer of shares.**

8.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. The register shall contain all the information required by the 1915 Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

8.3 Fractional shares may be issued up to the nearest of one thousandth (1,000<sup>th</sup>) of a share. Fractional shares shall carry no voting rights except to the extent their number, held by a shareholder is such that they represent a whole share, in

which case they confer a voting right. Fractional shares shall be entitled to an equal participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant class of shares of the Company or any of its Sub-Funds, as applicable.

8.4 The shares are transferable, subject to the restrictions set out in this article 8.4. Any transfer, sale, assignment, pledge, encumbrance or other form of disposal of shares of the Company or any of its Sub-Funds, as applicable (hereafter collectively, a “Transfer”), shall be:

(a) null and void if:

(i) the Transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg any other jurisdiction or subject the Company to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

(ii) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these articles of association or the issuing documents;

(iii) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the US Investment Company Act, as amended;

and

(b) subject to the conditions that:

(i) such Transfer be approved by the General Partner;

(ii) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee qualifies as an eligible investor within the meaning of the relevant issuing documents of the Company or any of its Sub-Funds, as applicable;

(iii) the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it;

(iv) (unless otherwise agreed with the General Partner) the transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor’s subscription or any other agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company or any of its Sub-Funds, as applicable (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the issuing documents) and that, in respect of Transfers of undrawn commitments, the General Partner be satisfied that the transferee has sufficient assets to comply with any capital calls in respect of such undrawn commitments.

Notwithstanding any of the foregoing, no consent of the General Partner shall be required for a Transfer by any Limited Shareholder which is an insurance company or pension fund or any other German regulated investor which is directly or indirectly subject to the German Insurance Supervision Act (Versicherungsaufsichtsgesetz) (a “VAG Investor”). Transfers of shares by VAG Investors shall be subject only to the conditions of transfer set out in the issuing documents and the provisions of mandatory Luxembourg laws applicable to the transfer of shares in a partnership limited by shares (société en commandite par actions).

8.5 The Unlimited Share(s) are only transferrable to unlimited shareholders jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

8.6 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

#### **Art. 9. Liability of shareholders.**

9.1 Limited Shareholders shall not interfere with the management of the Company vis-à-vis third parties. The liability of the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) is limited to the amount of share capital for which they have subscribed. However, Limited Shareholders are jointly and severally liable for all obligations of the Company in which they have participated contrary to the foregoing restriction. Limited Shareholders are also jointly and severally liable vis-à-vis third parties for all obligations of the Company in which they have not participated if they regularly act on behalf of the Company in management matters vis-à-vis third parties. A Limited Shareholder acting as representative of a manager or the General Partner does not, by the mere fact of acting in such capacity and to the extent that he indicates such capacity, incur the aforementioned joint and several liability. The following matters do not constitute acts of management vis-à-vis third parties in the sense of these articles of association:

- the exercise of shareholders’ rights by the Limited Shareholders (or by any committee created within the Company or any Sub-Fund to represent the Limited Shareholders);

- advice given to the Company or its affiliates or their managers by the Limited Shareholders (or by any committee created within the Company or any Sub-Fund to represent the Limited Shareholders);

- the exercise of control and supervision of the affairs of the Company by the Limited Shareholders (or by any committee created within the Company or any Sub-Fund to represent the Limited Shareholders); and

- granting of loans, security interests or any other assistance to the Company or its affiliates entities.

9.2 The issuing documents may provide that that certain decisions of the General Partner of the Company in respect of the Company or a particular Sub-Fund may require the prior authorisation of the Limited Shareholders (or any committee created within the Company or any Sub-Fund to represent the Limited Shareholders), to be granted in the form as set out in such issuing document.

9.3 If more than one Unlimited Share is issued, its owners (actionnaires commandités) are jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

#### **Art. 10. Classes of shares.**

10.1 The Company may decide to issue one or more classes of shares, for the Company or for each Sub-Fund.

10.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. There may be capitalisation and distribution shares.

10.3 Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

10.4 The Company may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

10.5 The General Partner will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or the AIFM with respect to the Company, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company's issuing documents.

#### **Art. 11. Sub-Funds.**

11.1 The Company may, at any time, create different sub-funds corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their duration if it sees fit.

11.2 As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund(s). The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

11.3 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in euros (EUR), be converted into euros (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

11.4 Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class of shares making up this Sub-Fund.

#### **Art. 12. Issue of shares.**

12.1 Subject to the provisions of the 2007 Law, the Company is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (e.g. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without a preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders in the relevant Sub-Fund.

12.2 The Company may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Company may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

12.3 In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the 2007 Law, the Company may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

12.4 Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company.

12.5 The Company may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

12.6 The Company may, if a prospective shareholder requests and the Company so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Company and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

**Art. 13. Redemption and conversion.**

13.1 The Company shall determine whether shareholders of any particular class of shares may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of association.

13.2 The Company shall not proceed with the redemption of shares in the event that the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the 2007 Law as a result of such redemption.

13.3 The redemption price and payment modalities shall be determined in accordance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

13.4 If, as a result of any request for redemption or conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Company, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption or conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

13.5 Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption and conversion requests exceed a certain level determined by the Company in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the Company may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Company considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests if necessary on a pro-rata basis among involved shareholders.

13.6 The Company may redeem shares whenever the Company considers redemption to be in the best interests of the Company.

13.7 In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitations on the ownership of Shares" herein.

13.8 The Company shall have the right, if the Company so determines, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

**Art. 14. Limitations on the ownership of Shares.**

14.1 The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the 2007 Law.

14.2 The Company may refuse to issue and decline to register any transfer of shares to any natural person or legal entity when it appears that such issue or transfer may result in any natural person or legal entity, which does not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the 2007 Law, holding such shares or if the Company considers that this ownership may violate the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company, as specified in the issuing documents.

14.3 In such instance, the Company may also proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company.

The following procedure shall be applied:

14.3.1 the Company shall send a redemption notice to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

14.3.2 the redemption price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed shall be determined in accordance with the rules determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the



owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

14.4 In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any “US Person” unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term “US Person” means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of “US Person” under such laws.

**Art. 15. Determination of the net asset value.**

15.1 The net asset value of the shares in every Sub-Fund or class of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the Company. The AIFM (as defined below) shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, notes, debenture stocks, debt instruments and claims arising from loans, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company or relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Company or relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company or relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund; and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company’s liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
  - all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;
  - a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the Company;
- and
- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

15.2 The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- assets consisting of bonds or loans financing infrastructure assets will be determined by the AIFM on the basis of a marked-to-model. The marked-to-model will be calculated using a discounted cash flow methodology. For each asset, the applicable discount rate (“base rate”) is determined by the AIFM as the sum of:

- (a) the relevant risk free rate and,
- (b) a suitable credit spread, taking into account the asset specificities;

- In the case that a borrower defaults on a payment or the AIFM expects a borrower to default, the value of the relevant loan(s) should be adjusted accordingly to reflect the lower value of the loan(s) considering the future expected cash flow of the relevant loan(s), including, for the avoidance of doubt, any cash flows deriving from enforcement proceedings.;

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the AIFM. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the AIFM;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the AIFM;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the AIFM in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) Valuation Guidelines as endorsed by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the AIFM in accordance with article 17 (4) b) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “2013 Law”), for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Valuation - Professional Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Company or Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the document governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of the Company or any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the AIFM;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the AIFM on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the AIFM in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

15.3 The AIFM, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

15.4 Where necessary, the fair value of an asset is determined by the AIFM, or by a committee appointed by the AIFM, or by a designee of the AIFM.

15.5 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

15.6 Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

15.7 For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares

issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

15.8 The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

**Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds.**

16.1 For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

16.2 Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

**Art. 17. Suspension of calculation of the net asset value.**

17.1 The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the Company one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of the Company's a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of the Company's a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of the Company a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of the Company a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the Company a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of being liquidated or of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;

- in exceptional circumstances, whenever the General Partner considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company or one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

17.2 In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to have the AIFM determine the net asset value of the shares of the Company a Sub-Fund only after the AIFM shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

17.3 When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Sub-Fund, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to prorata applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such ap-

plication shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

17.4 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

17.5 Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

17.6 The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

### **C. General meetings of shareholders**

#### **Art. 18. Powers of the general meeting of shareholders.**

18.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the 1915 Law and by these articles of association.

18.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

#### **Art. 19. Convening of general meetings of shareholders.**

19.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the General Partner.

19.2 It must be convened by the General Partner upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

19.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

19.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### **Art. 20. Conduct of general meetings of shareholders.**

20.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the last Wednesday of the month of May at 2:30 p.m. Luxembourg time. If such day is a legal or banking holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

20.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the General Partner. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

20.3 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

20.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

20.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even

all shareholders. The General Partner may determine other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

20.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

20.7 The General Partner may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

**Art. 21. General Partner consent.** Save as otherwise provided in these articles of association, the general meeting of shareholders may only adopt or ratify acts affecting the interests of the Company vis-à-vis third parties or amend the articles of association with the consent of the General Partner.

**Art. 22. Quorum and vote.**

22.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

22.2 Except as otherwise required by the 1915 Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 23. Amendments of the articles of association.** Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half (1/2) of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the 1915 Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 24. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 25. Adjournment of general meeting of shareholders.** Subject to the provisions of the 1915 Law, the General Partner may adjourn any general meeting of shareholders for four (4) weeks. The General Partner shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

**Art. 26. Minutes of general meetings of shareholders.**

26.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

26.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the General Partner or by any two (2) of its members.

**Art. 27. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares.**

27.1 The provisions of this Chapter C shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

27.2 Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

## D. Management

**Art. 28. Powers of the General Partner.**

28.1 The Company shall be managed by Bridge Management S.à r.l., as General Partner.

28.2 The General Partner shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause by a decision of the general meeting of shareholders adopted in the manner set out in article 29 of these articles of association.

28.3 The General Partner is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

28.4 The General Partner shall appoint an alternative investment fund manager as external alternative investment fund manager of the Company (the "AIFM"), in accordance with the 2013 Law.

**Art. 29. General Partner removal and replacement.**

29.1 For Cause Removal

The general meeting of shareholders of the Company, acting by majority representing not less than two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting at which shareholders of the Company representing at least fifty per cent (50%) of the share capital of the Company are present or represented on first call, and without any quorum requirement on second call, may decide to remove the General Partner upon the occurrence of any of the following events (a “For Cause Removal”):

(i) representation made by the General Partner in the subscription documentation or in any writing furnished shall be intentionally false in any material respect on the date as of which it is made;

(ii) the General Partner shall have engaged in gross negligence, fraud or wilful misconduct or acted with reckless disregard in managing the affairs of the Company or a Sub-Fund;

(iii) the General Partner shall have committed a material breach of its obligations in respect of the Company or a Sub-Fund, where such material breach is capable of remedy, such material breach has not been remedied within the delay foreseen in the issuing documents;

(iv) the General Partner shall have committed a crime involving fraud and/or financial dishonesty;

(v) the General Partner has become the subject of a judicial order or proceeding, whether voluntary or involuntary, under any bankruptcy or insolvency law, or has become the subject of proceedings providing for its dissolution or winding-up or has a receiver or an administrative receiver appointed of its assets or a substantial part thereof, or is otherwise barred, on a permanent basis, from engaging in fund management business; or

(vi) any other event justifying a For Cause Removal in accordance with the issuing documents.

#### 29.2 Without Cause Removal

The general meeting of shareholders of the Company, acting by majority representing not less than two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting at which shareholders of the Company representing at least fifty per cent (50%) of the share capital of the Company are present or represented on the first or any subsequent call, may at all times decide to remove the General Partner without cause (a “Without Cause Removal”).

29.3 The decisions of the general meeting of shareholders of the Company concerning the General Partner removal and replacement shall be validly passed without the favourable vote of the General Partner.

29.4 The first General Partner or any replacement General Partner in case of revocation of the existing General Partner, whether through a For Cause Removal or through a Without Cause Removal, will be validly appointed by a decision of the general meeting of shareholders adopted in the manner as required for the amendment of these articles of association.

#### **Art. 30. Minutes.**

30.1 The General Partner shall draw and sign minutes of its resolutions.

30.2 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the General Partner.

#### **Art. 31. Daily management and delegation.**

31.1 The daily management of the Company, as well as the representation of the Company in relation with such daily management, may be delegated to one or more managers of the General Partner, officers or other agents, shareholders or not, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the General Partner.

31.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

31.3 The Company will appoint a management company qualifying as an alternative investment fund manager (AIFM) in compliance with the 2013 Law. Decisions with respect to the appointment and the removal of the AIFM are made by the General Partner, subject to the authorisation of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). It shall, subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner, provide portfolio management, liquidity management, risk and compliance management services and such other support as agreed from time to time, subject to the investment policies and objectives set out in the issuing documents of the Company.

#### **Art. 32. Dealing with third parties.**

32.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the General Partner, or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power has been delegated by the General Partner within the limits of such delegation.

32.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

#### **Art. 33. Termination and amalgamation of Sub-Funds or classes of shares.**

33.1 In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such classes of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund or class at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with re-

ference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

33.2 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the General Partner, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and the consent of the General Partner.

33.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

33.4 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the 2007 Law or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the “New Sub-Fund”) and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred *de jure* to the New Sub-Fund.

33.5 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner.

33.6 Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“*fonds commun de placement*”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

#### **E. Audit and supervision**

**Art. 34. Auditor.** The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“*réviseur d’entreprises agréé*”) appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine his remuneration.

#### **Art. 35. Depositary.**

35.1 The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2007 Law and the 2013 Law.

35.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

35.3 Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

#### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Distribution**

**Art. 36. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first (1<sup>st</sup>) of January of each year and shall end on the thirty-first (31<sup>st</sup>) of December of the same year.

**Art. 37. Annual accounts.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the General Partner draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

**Art. 38. Distributions.**

38.1 The General Partner may, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determine distributions to be made by the Company and its Sub-Funds in compliance with the issuing documents of the Company.

38.2 Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

38.3 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

38.4 Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

38.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

### G. Liquidation

**Art. 39. Liquidation.**

39.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

39.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders accordance with the issuing documents.

39.3 Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

39.4 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2007 Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

39.5 The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

39.6 At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg

### H. Applicable Law

**Art. 40. Applicable law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and 2007 Law.

#### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held on 31 May 2017.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

#### *Subscription and payment*

The thirty-one (31) shares issued have been subscribed as follows:

- thirty (30) Ordinary Shares have been subscribed by Edmond de Rothschild Asset Management (France) aforementioned, for the price of thirty thousand euros (EUR 30,000); and
- one (1) Unlimited Share has been subscribed by Bridge Management S.à r.l., aforementioned, for the price of one thousand euros (EUR 1,000).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.



*Declaration  
Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

*Resolutions of the shareholders*

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg;
2. Bridge Management S.à r.l., aforementioned, is appointed as General Partner of the Company;
3. PricewaterhouseCoopers, a société cooperative with registered office at 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 065477, is appointed as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: E. D'ANTERROCHES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 7 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38634. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203350/745.

(150229632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**MITA S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Industrial Design Architecture S.à r.l.).**

Siège social: L-9678 Nothum, 23, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 102.061.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 11 décembre 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015203867/11.

(150228846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**Cofimi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 69.464.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le onze décembre

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Costantino MONTI, entrepreneur, né à Venezia (Italie) le 9 avril 1934, demeurant à I-30038 Spinea (VE), Via del Commercio Nr. 8,

ici représenté par Monsieur Luciano COLLOT, licencié en sciences économique et financières, demeurant professionnellement à Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a.- Que la société anonyme "Cofimi S.A.", avec siège social à L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 69464, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 15 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 501 du 30 juin 1999.

b.- Que le capital social est fixé à trente-cinq mille euros (35.000,- EUR) représenté par trente-cinq (35) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

c.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est devenu successivement propriétaire de toutes les actions de la susdite société "Cofimi S.A."

d.- Que l'activité de la société ayant cessé et que le comparant prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e.- Que le comparant, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

f.- Qu'en cette qualité, il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

g.- Que le comparant est investi de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h.- Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

j.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des actions de la société dissoute.

k.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société à L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.

#### *Frais*

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de mille cinquante euros, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Luciano COLLOT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation GAC/2015/11069. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015203454/49.

(150230212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

#### **Omah S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 202.262.

#### — STATUTS

L'an deux mille quinze, le huit décembre;

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire, de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

#### A COMPARU

SGG S.A., ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65 906,

ici représentée par Madame Alexia UHL, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg (la Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

### **Art. 1<sup>er</sup>. Forme et Dénomination.**

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de «OMAH S.A.».

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

### **Art. 2. Siège Social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Durée de la Société.**

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

### **Art. 4. Objet Social.**

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers (ce y compris ses actionnaires) afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers (ce y compris ses actionnaires).

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

### **Art. 5. Capital Social.**

5.1 Le capital social souscrit est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000) représenté par TROIS CENT DIX (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100) chacune.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

### **Art. 6. Actions.**

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

6.2 En cas d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque actionnaire.

6.3 Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1<sup>er</sup>, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

6.4 Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

6.5 La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.6 Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

6.7 Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus jusqu'à dépôt, respectivement inscription au registre.

6.8 La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

#### **Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.**

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le quatrième mardi du mois de juin, à 14:00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle réunion.

#### **Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.**

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

### **Art. 9. Administration de la Société.**

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

### **Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.**

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant le Conseil d'Administration déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

**Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

### **Art. 12. Délégation de pouvoirs.**

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

### **Art. 13. Signatures autorisées.**

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou

l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

#### **Art. 14. Conflit d'intérêts.**

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

#### **Art. 15. Commissaire(s).**

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

15.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

**Art. 16. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

#### **Art. 17. Affectation des Bénéfices.**

17.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

17.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

17.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieux et places choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

**Art. 18. Dissolution et Liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

**Art. 19. Modifications statutaires.** Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

**Art. 20. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2016.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2017.

#### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Actionnaire Unique, pré qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les TROIS CENT DIX (310) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000).

#### *Résolutions de l'associé unique*

L'Actionnaire Unique, pré qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social sousscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à 1 (un);
2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société:
  - (i) Monsieur Harald CHARBON, né le 11 juillet 1969 à Verviers (Belgique), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
  - (ii) Monsieur Francesco CAVALLINI, né le 16 novembre 1986 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
  - (iii) Monsieur José-Brice RAZAFINISALAMA, né le 2 avril 1971 à Soavinandriana (Madagascar), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
3. FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230 est nommé commissaire de la Société;
4. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2022; et
5. le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 10 décembre 2015. 2LAC/2015/28314. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203910/275.

(150228531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

#### **Bopan S.à r.l., Société Anonyme, (anc. Bopan S.A.).**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 56.886.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh of December.

Before US Maître Henri Beck, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of BOPAN S.A., a Luxembourg "société anonyme", having had its registered office at L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 56.886,

incorporated by deed of the notary Jacques DELVAUX, then residing in Esch-sur-Alzette, on the 8<sup>th</sup> of November 1996, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 47 of February 3, 1997, and which articles of incorporation have been amended by deed of the notary Jacques DELVAUX, then residing in Luxembourg, on the 14<sup>th</sup> of July 1997, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 621 of November 7, 1997.

The corporate capital has been converted into Euro by a decision of the extraordinary general meeting of the shareholders on the 20<sup>th</sup> of November 2001, published by excerpt in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 390 of March 11, 2002.

The articles of incorporation have been amended for the last time by deed of the same notary Jacques DELVAUX on the 27<sup>th</sup> of December 2001, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 639 of April 24, 2002.

The corporate capital is set at thirty thousand nine hundred eighty-six Euro sixty-nine Cent (EUR 30.986,69), represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares.

The meeting is presided by Mr. Hendrik H.J. (Rob) KEMMERLING, director, residing professionally at L-2134 Luxembourg, 50, Rue Charles Martel,

who appoints himself as scrutineer and who elects as secretary Mrs. Anja PAULISSEN, private employee, residing professionally at L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

The chairman declares and requests the notary to act:

That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxy holders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

1. Conversion of the legal form of the Corporation from that of a public limited liability company ("société anonyme") into that of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") without discontinuing its legal personality.

2. Cancellation of the par value of the shares and statement that the corporate capital of thirty thousand nine hundred eighty-six Euro sixty-nine Cent (EUR 30.986,69) is now represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with no par value.

3. Change of the Corporation's name from its current name "BOPAN S.A." to "Bopan S.à r.l.".

4. Replacement of the twelve thousand five hundred (12.500) shares (actions) by twelve thousand five hundred (12.500) shares (parts sociales) with no par value.

5. Transfer of the registered office of the company at the following address: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

6. Statement that the company's directors have resigned as from the date of October 22, 2014.

7. Statement that the company's statutory auditor has resigned as from the date of May 6, 2013.

8. Decision to appoint the manager(s) of BOPAN S.à r.l. as from the date hereof.

9. Subsequent restatement of the articles of association of the Corporation in order to adapt them to the foregoing resolutions.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously made the following resolutions:

*First resolution*

The meeting resolved to convert the legal form of the Corporation from that of a public limited liability company ("société anonyme") into that of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") without discontinuing its legal personality.

*Second resolution*

The meeting resolved to cancel the par value of the shares and states that the corporate capital of thirty thousand nine hundred eighty-six Euro sixty-nine Cent (EUR 30.986,69) is now represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with no par value.

*Third resolution*

The meeting resolved to change the Company's name from its current name "BOPAN S.A." to "BOPAN S.à r.l.".

*Fourth resolution*

The meeting resolved to replace the (12.500) shares (actions) by twelve thousand five hundred (12.500) shares (parts sociales) with no par value.

*Fifth resolution*

The meeting resolved to transfer the registered office of the company at the following address: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

*Sixth resolution*

The meeting states that the company's directors have resigned as from the date of October 22, 2014.



### *Seventh resolution*

The meeting states that the company's statutory auditor has resigned as from the date of May 6, 2013.

### *Eighth resolution*

The meeting resolved to determine the number of managers at one (1) and to appoint the following person as Company's manager:

- Mr. Johannes Dignus Petrus DE JONGE, born in Goes (the Netherlands), on December 21, 1972, residing at NL-4431 RG 's-Gravenpolder, Goesestraatweg 41A.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

### *Ninth resolution*

The meeting eventually resolved, after the foregoing, to restate the articles of association of the Company in order to adapt them to the above resolutions. They will henceforth have the following content:

#### **“Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration.**

**Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (hereafter the “Company”), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

**Art. 2. Object.** The object of the company is the taking of participating interests, in whatever form, of either Luxembourg or foreign companies as well as the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire all types of transferable securities either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise. The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a participation or in which it has a direct or indirect interest.

The corporation may also carry out all the commercial, industrial and financial acts as well movable as immovable, which it considers to be necessary for the fulfilment of its object.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Name.** The Company will have the name of “BOPAN S.à r.l.”.

**Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established at Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

#### **Chapter II. Capital, Shares**

**Art. 6. Subscribed Capital.** The Company's share capital is set at thirty thousand nine hundred eighty-six Euro sixty-nine Cent (EUR 30.986,69), represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with no par value.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

**Art. 8. Shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company in direct proportion the number of shares in existence and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may

be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

**Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

### Chapter III. Manager(s)

**Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated “Category A Managers” and “Category B Managers”.

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

**Art. 11. Powers of the Manager(s).** In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provide that the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

**Art. 12. Day-to-day Management.** The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

- The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or e-mail, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

- The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

**Art. 14. Liability - Indemnification.** The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

**Art. 15. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

#### Chapter IV. Shareholder(s)

**Art. 16. General Meeting of Shareholders.** If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

**Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 18. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

## Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

**Art. 19. Financial Year.** The Company's accounting year starts on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31 of each year.

**Art. 20. Adoption of Financial Statements.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21. Appropriation of Profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

**Art. 22. Interim Dividends.** Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII. Applicable Law

**Art. 24. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Attribution of the shares*

The twelve thousand five hundred (12.500) shares (parts sociales) with no par value have been attributed to the sole shareholder Mr. Johannes Dignus Petrus DE JONGE, prenamed.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarized deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le onze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BOPAN S.A., ayant eu son siège social à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 56.886,

constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 8 novembre 1996, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 47 du 3 février 1997, et dont les statuts

ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX, alors de résidence à Luxembourg, en date du 14 juillet 1997, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 621 du 7 novembre 1997.

Le capital social a été converti en Euros en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 novembre 2001, publiée par extrait au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 390 du 11 mars 2002.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire Jacques DELVAUX en date du 27 décembre 2001, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 639 du 24 avril 2002.

Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros soixante-neuf Cents (EUR 30.986,69), représenté par douze mille cinq cents (12.500) actions.

L'assemblée est présidée par Monsieur Hendrik H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel,

qui se nomme lui-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Anja PAULISSEN, employée privée, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

1. Conversion de la forme juridique de la Société d'une société anonyme à celle d'une société à responsabilité limitée sans interruption de sa personnalité juridique.

2. Suppression de la valeur nominale des actions et constatation que le capital social de trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros soixante-neuf Cents (EUR 30.986,69) est désormais représenté par douze mille cinq cents (12.500) actions sans désignation de valeur nominale.

3. Changement du nom de la Société en remplaçant son nom actuel de «BOPAN S.A.» par «BOPAN S.à r.l.».

4. Remplacement des douze mille cinq cents (12.500) actions par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

5. Transfert du siège social de la société à l'adresse suivante: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

6. Constatation que les administrateurs de la société ont démissionné avec effet au 22 octobre 2014.

7. Constatation que le commissaire aux comptes de la société a démissionné avec effet au 6 mai 2013.

8. Décision de nommer le(s) gérant(s) de BOPAN S.à r.l.

9. Refonte subséquente des statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les résolutions ci-dessus.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de convertir la forme juridique de la Société d'une société anonyme à celle d'une société à responsabilité limitée sans interruption de sa personnalité juridique.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions et constate que le capital social de trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros soixante-neuf Cents (EUR 30.986,69) est désormais représenté par douze mille cinq cents (12.500) actions sans désignation de valeur nominale.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de changer le nom de la Société en remplaçant son nom actuel de «BOPAN S.A.» par «BOPAN S.à r.l.».

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de remplacer les douze mille cinq cents (12.500) actions par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale constate que les administrateurs de la société ont démissionné avec effet au 22 octobre 2014.

### *Septième résolution*

L'assemblée générale constate que le commissaire aux comptes de la société a démissionné avec effet au 6 mai 2013.

### *Huitième résolution*

L'assemblée générale décide de déterminer le nombre de gérants à un (1) et de nommer la personne suivante comme gérant de la Société:

- Monsieur Johannes Dignus Petrus DE JONGE, né à Goes (Pays-Bas), le 21 décembre 1972, demeurant à NL-4431 RG 's-Gravenpolder, Goesestraatweg 41A.

La durée du mandat du gérant est illimitée.

### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide par la suite de refondre les statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les résolutions ci-dessus. Les statuts auront dès lors le contenu suivant:

## **«Chapitre I<sup>er</sup> . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme.** Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

**Art. 2. Objet.** La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société a comme dénomination «BOPAN S.à r.l.».

**Art. 5. Siège Social.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

## **Chapitre II. Capital, Parts Sociales**

**Art. 6. Capital Souscrit.** Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros soixante-neuf Cents (EUR 30.986,69), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale ou au pair seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

**Art. 8. Parts Sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société directement proportionnel au nombre de parts sociales existantes et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent

être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

**Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

### Chapitre III. Gérant(s)

**Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

**Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

**Art. 12. Gestion Journalière.** Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

**Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

- En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

- Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

- Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

**Art. 14. Responsabilité, Indemnisation.** Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

**Art. 15. Conflit d'Intérêt.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Associé(s)

**Art. 16. Assemblée Générale des Associés.** Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

**Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.



**Art. 18. Procédure - Vote.** Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

### Chapitre V. Année Sociale, Répartition

**Art. 19. Année Sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 20. Approbation des Comptes Annuels.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 21. Affectation des Résultats.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

**Art. 22. Dividendes Intérimaires.** Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

### Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

### Chapitre VII. Loi Applicable

**Art. 24. Loi Applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Attribution des parts sociales*

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sont attribuées à l'associé unique, Monsieur Johannes Dignus Petrus DE JONGE, prénommé.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur Noms, Prénoms, statut marital et résidences, ont signé avec Nous, le notaire instrumentant, le présent procès-verbal.

Signé: H. H. J. KEMMERLING, A. PAULISSEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11037. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203378/555.

(150229126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

---

**Pension Beim Rosa G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9689 Tarchamps, 12, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 101.165.

---

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016052427/9.

(160010084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**RD-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9839 Rodershausen, 3, Dosberbreck.

R.C.S. Luxembourg B 104.061.

---

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016052474/10.

(160010230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Rosetabor S.à r.l. & Partners, S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 119.055.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Référence de publication: 2016052480/10.

(160010023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Queequeg's Gems S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8824 Perlé, 4A, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 154.893.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016052458/10.

(160010740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**SOF-10 Think Mazey Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 191.264.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2016.

Référence de publication: 2016052548/10.

(160010328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Sof-10 Cod Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: SEK 150.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 191.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2016.

Référence de publication: 2016052544/10.

(160011334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Valspar (Luxembourg) Finance Corporation, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: AUD 30.001,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 190.567.

Les comptes annuels pour la période du 18 septembre 2014 (date de constitution) au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2016.

Référence de publication: 2016052633/11.

(160011136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Verko Productions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmett.

R.C.S. Luxembourg B 108.584.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016052644/10.

(160010352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Parker Hannifin Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 155.482.

Les comptes annuels au 30 Juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016052399/9.

(160011211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Patron GP III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 147.441.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016052401/10.

(160010076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Perfect Color World S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 33, Op der Heckmill.

R.C.S. Luxembourg B 153.888.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016052428/9.

(160011221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

---

**Net Fashion, Société Anonyme.**

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 173.358.

Je soussignée, Madame Nathalie PUCCI, déclare démissionner de la fonction d'administrateur de catégorie B de la société NET FASHION S.A., ayant son siège social au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, RCSL B 173358, à compter du 17 décembre 2015.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Nathalie PUCCI

Référence de publication: 2015205795/13.

(150231589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Paulanne S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 140, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.121.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 16 décembre 2015*

Nomination de Madame Laura GOEDERT, née à Luxembourg le 20/01/1987, demeurant 70 rue Théodore Eberhard, L-1452 Luxembourg; Monsieur Henri GOEDERT, né à Luxembourg, le 30 octobre 1956, demeurant 43, Val Ste-Croix à L-1371, Luxembourg et Madame Claudine HENTGES, née à Luxembourg, le 25 octobre 1957, demeurant 43, Val Ste-Croix à L-1371 Luxembourg, aux postes d'Administrateur.

Nomination d'ACCOUNTIS S.à r.l (anciennement Fiduciaire Jean-Marc Faber & CIE s.à r.l), ayant son siège au 63-65, Rue de Merl à L-2146 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le N° B60 219 au poste de Commissaire aux Comptes.

Tous les mandats viendront à échéance au cours de l'assemblée générale annuelle de 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

PAULANNE S.A.

Référence de publication: 2015205850/19.

(150231693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

---

**Sky (Logistics) Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.593.

Die koordinierte Satzung vom 02.12.2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 16. Dezember 2015.

Me Cosita Delvaux

Notar

Référence de publication: 2015204039/12.

(150228518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

---

**Todohar 90 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.721.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of December.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg

There appeared:

Hara Group Holdings Inc., having its registered office at Oliaji Trade Center, 1<sup>st</sup> floor, Victoria, Mahé, Seychelles, Register of International Business Companies of the Seychelles N° 025610 (the 'Sole Shareholder'),

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, virtue of a proxy delivered to him Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to these minutes, and be submitted, together with this deed, to the registration formalities;

The Sole Shareholder, acting as foresaid, representing the whole corporate capital of the Luxembourg société à responsabilité limitée TODOHAR 90 S.à r.l., registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 143721, with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg (the Company) and incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of Me Jean Seckler, notary residing in Junglinster, dated December 12<sup>th</sup>, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C-No 112 of January 19<sup>th</sup>, 2009.

The Sole Shareholder represented as foresaid requested the undersigned notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint Burlington Management Limited, having its registered office at Oliaji Trade Centre - 1<sup>st</sup> Floor, Victoria, Mahé, Republic of Seychelles, registered as an International Business Company under number 041651 as liquidator (liquidateur) in relation to the liquidation of the Company (the Liquidator).

The Liquidator has the widest powers to do everything, which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under its sole signature.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg act dated 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act 1915, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Companies Act 1915.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to execute at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the above appearing persons, this notarial deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing persons, and in the case of discrepancy between the English and French versions, the English version shall prevail.

Whereas, this notarial deed was drawn up in Junglinster, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with us, the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le dixième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Hara Group Holdings Inc., ayant son siège social au Oliaji Trade Center, 1<sup>st</sup> floor, Victoria, Mahé, Seychelles, Register of International Business Companies of the Seychelles N° 025610 (l'associé unique'),

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé lui délivrée,

laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire de l'associée unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

Laquelle Associée Unique, agissant comme ci-avant, représentant l'intégralité du capital sociale de la société à responsabilité limitée TODOHAR 90 S.à r.l., enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143721, avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg (la Société), constituée suivant acte reçu par Maître Me Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster en date du 12 décembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, CNo 112 du 19 janvier 2009.

Laquelle Associée Unique, représentée comme ci-avant a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associée Unique décide de dissoudre et liquider volontairement la Société.

*Deuxième résolution*

L'Associée Unique décide de nommer comme liquidateur Burlington Management Limited, ayant son siège social au Oliaji Trade Centre - 1<sup>st</sup> Floor, Victoria, Mahé, Republic of Seychelles, enregistré comme International Business Company sous le numéro 041651, (le Liquidateur), en relation avec la liquidation volontaire de la Société.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir sous sa seule signature tout acte nécessaire pour la liquidation de la Société et la réalisation de son actif.

*Troisième résolution*

L'Associée Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et d'exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi de 1915, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi de 1915.

*Quatrième résolution*

L'Associée Unique décide de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte notarié est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. Sur la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation GAC/2015/11003. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015204136/93.

(150229067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**Complus Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 45.647.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of December

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company "COMPLUS HOLDING S.A. SPF", established and having its registered office at L-2146 Luxembourg, 63-65, Rue de Merl, incorporated by virtue of a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, dated 22<sup>nd</sup> November 1993, published in the Mémorial, Recueil

des Sociétés et Associations n° 19 of 19<sup>th</sup> January 1994, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B, number 45.647.

The meeting opened under the chairmanship of Mr. Anthony THILLMANY, Private employee, residing professionally at Esch-sur-Alzette.

The Chairman appointed as Secretary and scrutineer Mrs. Michèle SENSI-BERGAMI, private employee, residing professionally at Esch-sur-Alzette.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that all the entire paid up issued capital is duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholders having agreed to meet after examination of the agenda.

II. The attendance list, signed by the shareholders present, the proxy holders of the shareholders represented, the members of the bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

III. That the agenda of the present Extraordinary General Meeting is the following:

*Agenda*

1. Decision to put the company into liquidation;
2. Appointment of a Liquidator;
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company;
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the General Meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The General Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to put it into voluntary liquidation.

*Second resolution*

The General Meeting decides to appoint as liquidator Mrs Maria KASTRITSA, born on the 6<sup>th</sup> October 1964 in Saint-Petersbourg, residing professionally at RUS-191186 Saint-Petersbourg, 6, Nevsky Prospect (“the Liquidator”).

*Third resolution*

The General Meeting decides to grant the Liquidator with the broadest powers for the exercise of his mission, especially those indicated in Article 144 to 148 of the Luxembourg law of August 10<sup>th</sup> 1915 on commercial companies as amended.

The General Meeting further decides and acknowledges that the Company shall be bound towards third parties by the sole signature of the Liquidator.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le huitième jour de décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme “COMPLUS HOLDING S.A. SPF”, établie et ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, Rue de Merl, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Paul Frieders, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 novembre 1993, publié au Mémorial C numéro 19 du 19 janvier 1994, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 45.647.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Michèle SENSI-BERGAMI, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que l'intégralité du capital social libéré et émis est dûment représentée à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut

délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

II. Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Mise en liquidation de la société;
2. Nomination d'un liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Divers.

Après avoir délibéré, l'Assemblée Générale a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de nommer comme liquidateur de la Société Monsieur Maria KASTRITSA, née le 6 octobre 1964 à Saint-Petersbourg, demeurant professionnellement à RUS-191186 Saint-Petersbourg, 6, Nevsky Prospect ("le Liquidateur").

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus larges pour effectuer sa mission, et, plus spécialement ceux indiqués aux articles 144 jusque 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications.

L'Assemblée Générale, entre autre, décide et reconnaît que la Société sera engagée envers les tiers par la seule signature du Liquidateur.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi. signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Anthony Thillmany, Michèle Sensi-Bergami, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 décembre 2015. Relation: EAC/2015/29333. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff.* (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203459/101.

(150229089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.